



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 14 MAI 1904.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1235

Nominatio s

Il a plu à Son Monneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du trois mai 1904, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, M. Ernest Hayman, agent d'assurance, 424, rue Victoria, Westmount. 1685

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du quatre mai 1904, de nommer M. Raymond Hudon dit Beaulieu, négociant en gros, de la ville de Chicoutimi, commissaire pour l'érection civile des paroisses du diocèse de Chicoutimi. 1687

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 6 mai 1904, de nommer MM. William Delany, Robert Noble et C. Thos. Firlatte, conseillers de la municipalité de Restigouche, comté de Bonaventure, conformément aux dispositions des articles 326 et 327 du code municipal. 1691

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 6 mai 1904, de nommer M. Joseph Amédée Auger, commerçant de bois, de la cité de Québec, auditeur de la municipalité de la paroisse

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 14th MAY, 1904.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1236

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the third of May, 1904, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Mr. Ernest Hayman, insurance agent, 424, Victoria street, Westmount. 1686

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fourth of May, 1904, to appoint Mr. Raymond Hudon dit Beaulieu, wholesale trader, of the town of Chicoutimi, commissioner for the civil erection of parishes of the diocese of Chicoutimi. 1688

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 6th of May, 1904, to appoint Messrs. William Delany, Robert Noble and C. Thos. Firlatte, councillors of the municipality of Restigouche, county of Bonaventure, pursuant with provisions of articles 326 and 327 of the municipal code. 1692

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 6th of May, 1904, to appoint Mr. Joseph Amédée Auger, auditor of the municipality of the parish of Saint Benoit-Labre,

de Saint-Benoit Labre, comté de Rimouski, No 2, en vertu des dispositions de l'article 177 du code municipal. 1693

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 6 mai 1904, de nommer MM. Oriste Poudrette dit Lavigne, Vitalice Théoret, fils d'Arsène, et Napoléon Boileau, fils de Jules, estimateurs de la municipalité de l'Île Bizard, comté de Jacques Cartier, en vertu des dispositions des articles 177 et 178 du code municipal. 1695

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 6 mai courant (1904), de nommer MM. Palma Maisonneuve en remplacement de M. Ovide Beaulieu ; Ludger Dufour en remplacement de M. Gédéon Ayotte ; et William Pilote en remplacement de M. Napoléon Claisse, commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame de Pont-Main, comté d'Ottawa. 1701

Proclamation

Canada, Province de Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } ATTENDU que Assistant-Procureur-Général. } dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de Sa Majesté feue la Reine Victoria, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses, décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;" Et attendu que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté du Lac Saint-Jean, dans le district de Saguenay, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Pelletier."

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton "Pelletier," cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté du Lac Saint-Jean, dans le dit district de Saguenay, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable S. N. Parent, Notre Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le canton Pelletier situé dans le comté du Lac Saint-Jean, sur la rive gauche de la rivière Mistass-

county of Rimouski, No. 2, in virtue of the provisions of article 177 of the municipal code. 1694

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 6th of May, 1904, to appoint Messrs. Oriste Poudrette dit Lavigne, Vitalice Théoret, son of Arsène and Napoléon Boileau, son of Jules, valuers of the municipality of l'Île Bizard, county of Jacques Cartier, in virtue of the provisions of articles 177 and 178 of the municipal code. 1696

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 6th of May instant (1904), to appoint Messrs. Palma Maisonneuve to replace Mr. Ovide Beaulieu ; Ludger Dufour to replace Mr. Gedeon Ayotte ; and William Pilote to replace Mr. Napoléon Claisse, school commissioners for the municipality of Notre-Dame de Pont-Main, county of Ottawa. 1702

Proclamation

Canada, Province of Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

L. J. CANNON, } WHEREAS, in and Assistant Attorney General. } by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intituled : "An Act for the union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to-be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ;" And whereas We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Lake Saint John, in the district of Saguenay, in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township "Pelletier."

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township of "Pelletier," the said extent of Our wild lands situate and being in the said county of Lake Saint John, in the said district of Saguenay, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable S. N. Parent, Our Minister of Lands, Mines and Fisheries, in Our said province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said province, to wit :

The township of Pelletier situate in the county of Lake Saint John, on the left bank of the river

sini, est borné vers le nord-est par les terres vacantes de la Couronne; vers le sud-est, par la rivière Mistassibi; vers le sud-ouest, par la rivière Mistassini; et vers le nord-ouest, partie par les terres vacantes de la Couronne, et partie par la rivière et le lac aux Rats; son périmètre peut être décrit comme suit, savoir:

Partant de la borne plantée par Jean Maltais, éc., A. G., en 1892, sur la rive gauche de la rivière Mistassini et dans le prolongement de la limite nord-ouest du canton Albanel, la limite nord-ouest du dit canton Pelletier tel qu'établie par le dit arpenteur, sur la course nord cinquante-trois degrés est (N. 53° E.) astronomique et sur une longueur de deux cent quatre-vingt-dix-sept chaînes et quarante chaînons (297.40), plus ou moins, jusqu'au poteau planté par le même arpenteur, sur la rive gauche de la rivière aux Rats; de là, la dite rive, en remontant la rivière et le lac aux Rats jusqu'à la borne plantée par Arthur du Tremblay, éc., A. G., en 1894, pour marquer l'extrémité nord-ouest de la limite nord-est du dit canton Pelletier; de cette borne, la dite limite nord-est, tel qu'établie par le dit arpenteur Arthur du Tremblay, sur la course moyenne sud trente-sept degrés est (S. 37° 00' E.) astronomique et sur une longueur de sept cent vingt et une chaînes et trente-six chaînons (721.36), plus ou moins, jusqu'à la borne plantée par le même arpenteur, sur la rive droite de la rivière Mistassibi, pour marquer l'extrémité sud-est de la dite limite nord-est; de cette borne enfin, cette dernière rive, en descendant la rivière, jusqu'ou cette rive se confond avec la rive gauche de la rivière Mistassini; puis, cette dernière rive, en remontant la rivière jusqu'au point de départ.

Toutes les îles de la partie de la rivière et du lac aux Rats qui borne, au nord-ouest, le territoire ci-haut décrit sont comprises dans le dit canton Pelletier.

Le dit territoire ainsi délimité a une superficie d'environ cinquante-sept milles quatre cents (57,400) acres, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres, Mines et Pêcheries.

Et DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TRENTEIEME jour du mois de MAI courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit TRENTEIEME jour du mois de MAI courant, un canton sous le nom du canton "Pelletier," à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Pelletier," comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÊMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATRIEME jour

Mistassini, is bounded on the north east by the vacant lands of the Crown; on the south east by the river Mistassibi; on the south west by the river Mistassini, and on the north west, partly by the vacant lands of the Crown, and partly by the river and the lake aux Rats; its perimeter may be described as follows, to wit:

Starting from the bound planted by Jean Maltais, esq., G. S., in 1892, on the left bank of the river Mistassini, and in the prolongation of the north west limit of the township Albanel, the north west limit of the said township Pelletier, such as established by the said surveyor, on the north course fifty three degrees east (N. 53° E.) astronomically, and on a length of two hundred and ninety seven chains and forty links (297.40), more or less, to the post planted by the same surveyor, on the left bank of the river aux Rats; from thence, the said bank, going up the river and the lake aux Rats, to the bound planted by Arthur du Tremblay, esq., G. S., in 1894, to make the north west extremity of the north east limit of the said township Pelletier; from this boundary, the said north east limit, such as established by the said surveyor Arthur du Tremblay, on a mean course south thirty seven degrees east (S. 37° E.) astronomically, and on a length of seven hundred and twenty one chains and thirty six links (721.36), more or less, to the bound planted by the same surveyor on the right bank of the river Mistassibi, to mark the south east extremity of the said north east limit; lastly, from this boundary, this last bank, going down the river, to where that bank is confounded with the left bank of the river Mistassini; thence, this latter bank, going up the river to the starting point.

All the islands of the river and of the lake aux Rats which bounds, on the north west, the territory herein above described, are comprised in the township Pelletier.

The said territory so bounded has an area of about fifty seven thousand four hundred (57,400) acres, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands, Mines and Fisheries.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the THIRTIETH day of the month of MAY instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRTIETH day of the month of MAY instant, a township under the name of the township of "Pelletier," for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township of "Pelletier" as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec,

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this FOURTH day of MAY, in the

de M A I, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

1686

year of Our Lord one thousand nine hundred and four, and in the fourth year Our Reign.

By order,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

1690

Avis du Gouvernement

Government Notice

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

A new school municipality erected.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 6 mai courant (1904), de distraire de la municipalité scolaire de Notre-Dame de Grâces Ouest, comté d'Hochelaga, la paroisse de "Saint-Léon Ier," avec les limites qui lui sont assignées, par le décret de Monseigneur l'Archevêque de Montréal, en date du 12 février 1901, tel que publié dans la *Gazette Officielle* du 16 février 1901, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Saint-Léon-de-Westmount."

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 6th of May instant (1904), to detach from the school municipality of Notre-Dame de Grâces West, county of Hochelaga, the parish of "Saint Léon I", with the limits which are assigned to it by the decree of His Grace the Archbishop of Montreal, dated the 12th of February, 1901, such as published in the *Official Gazette* of the 16th of February, 1901, and to erect it into a distinct school municipality, by the name of "Saint Léon de Westmount," for catholics only.

Cette érection ne devra prendre effet que le 1^{er} juillet prochain 1904. 1699

This erection will take effect only on the 1st of July next, 1904. 1700

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

La formation d'une société sous le nom de "Thilim & Linas Hachedek," pour se mettre, au moyen de contributions de la part de ses membres, en état de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladies, d'accidents ou de revers de fortune, et dans le cas de la mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, a été autorisée par ordre en conseil, en date du 6 mai 1904.

The formation of an association by the name of "Thilim & Linas Hachedek," to be allowed, by means of contributions from its members, to make provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, or in case of death of members, for their widows and orphans or legal representatives, has been authorized by order in council, dated the 6th of May, 1904.

Le siège principal de la société est à Montréal.
AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.
Québec, 6 mai 1904. 1697

The head office of the association is at Montreal.
AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.
Quebec, 6th May, 1904. 1698

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 6 mai 1904.

Québec, 6th May, 1904.

Présent : le LIEUTENANT GOUVERNEUR en Conseil.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Il est ordonné que l'arrêté en conseil No 564 du deux octobre 1903 soit révoqué, et que le tarif suivant pour le flottage du bois sur la rivière Trois-Pistoles et ses tributaires soit établi en faveur de MM. Price, Frères & Cie, savoir :

It is ordered that the order in council No. 564 of the second of October, 1903 be revoked, and that the following tariff for floating logs on the river Trois Pistoles and its tributaries, be established in favor of Messrs. Price, Brothers & Co., to wit :

RIVIÈRES.	Coût total des travaux, améliorations, etc., etc.	Coût de l'entretien, surveillance, etc.	Moyenne de quatre années.	Taux par 100 billots.	Montant à percevoir.
RIVERS.	Cost of improvements, work, &c., &c.	Costs of repairs, superintendence, &c.	Logs Average of the four years.	Tolls per 100 logs.	Amount to levy.
Boisbouchecache..	\$4,700	\$300	30,000	\$2 56	\$770
Senescoupe.....	1,500	150	25,000	1 20	300
De l'Est.....	800	150	10,000	2 30	230
Toupiqué.....	3,000	300	10,000	6 00	600
Plate.....	2,000	100	6,000	5 00	300
Ruisseau Gris....	1,200	200	6,000	5 33	320
Ruisseau Noir....	1,800	250	20,000	2 15	430
Trois-Pistoles....	5,900	400	115,000	0 86	989
	\$20,900	\$1,850			\$3,939

GUSTAVE GRENIER.

Greffier d Conseil Exécutif.—Clerk of Executive Council.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 mai 1904.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Belœil, dans le comté de Verchères, le dix-huitième jour de février 1904, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Belœil, dans le comté de Verchères, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,

1713 Greffier du Conseil Exécutif.

No. 3030.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, les numéros 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93 A, 93 B, 93 C, 93 D, 93 E, 93 M, 93 N, 93 O, 93 P, 93 Q, 94 et 96, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Edmond, dans le comté de Maskinongé.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

Les avis publiés dans la "Gazette Officielle" des 5 et 12 décembre dernier, 1903, sont nuls et de nul effet. 1525

No 1345.02.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Jonquières, comté de Chicoutimi, les lots suivants, savoir : 1° Depuis et y compris le No 1 du IVe rang du canton Jonquières, jusqu'au No 25 inclusivement du dit rang. 2° Les lots Nos 1 à 9 inclusivement, 15 A, 15 B, 16 B, et les lots 17 jusqu'au 27 inclusivement du IIIe rang du susdit canton de Jonquières, et les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "village de Jonquières," dans le dit comté.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904. 1621.2

No 777.04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Laurierville," le village de Laurierville, avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du 19 décembre 1902, plus les Nos suivants du cadastre officiel de la paroisse de Somerset Nord, comté de Mégantic, savoir : 254, 255, 256, 257, 258, 259, 267, 268, 269, 270, 271, 305, 304, 303, 302, 301, 300, 299, 298, 297, 296, 295, 294, 293, 386, 387, 388, 389, 390 et 391, formant l'arrondissement No 1 de la municipalité de Somerset Nord.

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1904. 1643.2

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 7th May, 1904.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Belœil, in the county of Verchères, on the eighteenth day of February, 1904, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Belœil, in the county of Verchères, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,

1714 Clerk of the Executive Council.

No. 3030.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Gabriel de Brandon, county of Berthier, the lots numbered in the official cadastre of the parish of Saint Gabriel de Brandon, as numbers 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93 A, 93 B, 93 C, 93 D, 93 E, 93 M, 93 N, 93 O, 93 P, 93 Q, 94 and 96, and to annex them to the school municipality of Saint Edmond, county of Maskinongé.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

The notices published in the "Official Gazette" of the 5th and 12th of December, 1903, are null and void. 1526

No 1345.02.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Application to erect a new school municipality

Application is made to detach from the school municipality of Jonquières, county of Chicoutimi, the following lots : 1. From and including No. 1 of the IVth range of the township of Jonquières, to No. 25 inclusively, of the said range. 2. The lots Nos. 1 to 9 inclusively, 15 A, 15 B, 16 B, and the lots 17 to 27 inclusively of the IIIrd range of the said township Jonquières, and to erect them into a distinct school municipality, by the name of "village of Jonquières," in the said county.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904. 1662

No. 77.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality by the name of "Laurierville," the village of Laurierville, with the limits which are assigned to it by the proclamation of the 19th of December, 1902, with moreover, the following Nos. of the official cadastre of the parish of Somerset North, county of Mégantic, to wit : 254, 255, 256, 257, 258, 259, 267, 268, 269, 270, 271, 305, 304, 303, 302, 301, 300, 299, 298, 297, 296, 295, 294, 293, 386, 387, 388, 389, 390 and 391, forming the district No. 1, of the municipality of Somerset North.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904. 1644

Québec, 4 mai 1904.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Louis, comté de Champlain, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

1649.2

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira au bureau des Terres de la Couronne, à Trois-Rivières, le 6 juin 1904, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries. 1627.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis d Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, igne ou concession ; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage

Quebec, 4th May, 1904.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of Saint Louis, county of Champlain, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

1650

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at the Crown Lands Office, at Three Rivers, on the 6th June, 1904, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler

E. F. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries. 1628

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the

des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1233

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder

passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1234

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, &c. &c, or other like work granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights

à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer des raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil

or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French languages, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession

de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1551

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

The Napierville Junction Railway Company gives notice that it will apply to the Legislature during the present session, to obtain amendments to its charter, amongst others to reorganize the board of directors, and extend the delay for the completion of its line, and for other purposes.

EUGENE LAFONTAINE,
Advocate and attorney of the company.

which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with an such Bill until an authentic copy of the form resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill of the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1552

Clerk of the Legislative Assembly.

Application to the Legislature

La compagnie de chemin de fer de Jonction de Napierville donne avis quelle s'adressera à la législature pendant la présente session, afin d'obtenir des amendements à sa charte et entr'autres réorganiser le bureau de direction prolonger le délai pour la complétion de son chemin, et autres amendements.

EUGENE LAFONTAINE,
Avocat et procureur de la compagnie.]

1385.5

Avis Divers

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.
No 1200.

Lumina Desbiens, de Saint-Gédéon, épouse commune en biens de Thommy Elzéar Levesque, aussi de Saint-Gédéon, la dite dame Desbiens dûment autorisée aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Thommy Elzéar Levesque, de Saint-Gédéon,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le 19ème jour d'avril dernier (1904).

GUSTAVE PERRAULT,
Procureur de la demanderesse.
Roberval, 6 mai 1904. 1709

Province de Québec }
District de Bedford. } *Cour Supérieure*
No 7316.

Dame Alice E. Guillet, dans le canton de Dunham, district de Bedford, épouse de Hiram J. Gilbert, du même lieu, marchand, a, ce jour, intenté une action en séparation de corps et séparation de biens contre son dit mari.

W. H. LYNCH,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburg, 4 mai 1904. 1711

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4530.

Dame Marie-Anne Rainville, de la paroisse de Saint-Joseph, dans le district de Richelieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux, George Létourneau, journalier et mécanicien, du même lieu.

C. J. A. WURTELE,
Avocat de la demanderesse.
Sorel, 9 mai 1904. 1735

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 68.

Dame Marie-Louise Benoit, épouse de Ulric Jeannotte, commerçant, du village de La Providence, district de Saint-Hyacinthe, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Ulric Jeannotte, commerçant, du village de La Providence, district de Saint-Hyacinthe,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatrième jour de mai mil neuf cent quatre.

BOURGAULT & MARCEAU,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 7 mai 1904. 1739

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 439.

Dame Hélène Bérard, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, épouse de William alias Willie Gauthier, du dit canton, dit district, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, par l'un des juges de la cour supérieure,
Demanderesse ;

vs.

Le dit William alias Willie Gauthier,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 19 avril 1904. 1543-3

Miscellaneous Notices

Superior Court.—District of Chicoutimi
No. 1200.

Lumina Desbiens, of Saint Gedeon, wife common as to property with Thommy Elzéar Levesque, also of Saint Gedeon, and the said Dame Desbiens, duly authorized for this purpose,
Plaintiff ;

vs.

The said Thommy Elzéar Levesque, of Saint Gedeon,
Defendant.

An action of separation as to property has been taken in this cause, on the 19th day of April last (1904).

GUSTAVE PERRAULT,
Attorney for plaintiff.
Roberval, 6th May, 1904. 1710

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No 7316.

Dame Alice E. Guillet, of the township of Dunham, in the district of Bedford, wife of Hiram J. Gilbert, of the same place, merchant, has, this day, instituted an action for separation from bed and board and separation as to property against her said husband.

W. H. LYNCH,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg 4th May, 1904. 1712

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4530.

Dame Marie-Anne Rainville, of the parish of Saint Joseph, district of Richelieu, duly authorized, has, this day, sued for separation of property, her husband, George Létourneau, laborer and mechanic, of the same place.

C. J. A. WURTELE,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 9th May, 1904. 1736

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 68.

Dame Marie Louise Benoit, wife of Ulric Jeannotte, trader, of the village of La Providence, district of Saint Hyacinth, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs.

Ulric Jeannotte, trader, of the village of La Providence, district of Saint Hyacinth, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fourth day of May, one thousand nine hundred and four.

BOURGAULT & MARCEAU,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 7th May, 1904. 1740

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No 439.

Dame Helene Bérard, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, wife of William alias Willie Gauthier, of the said township, said district, farmer, and duly authorized to appear in judicial proceedings, for the purposes hereof, by one of the judges of the superior court,
Plaintiff ;

vs.

The said William alias Willie Gauthier,
Defendant.

An action in separation as to property has, this day, been instituted.

CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 19th April, 1904. 1544

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 997

Dame Jennie E. Huston, épouse commune en biens de Nelson S. Wilkin, commerçant, de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Nelson S. Wilkin, du même lieu,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

ROBILLARD & RIVET,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 5 mai 1904. 1661.2

District de Terrebonne—Cour Supérieure.

No 360.

Dame Marie Boursier dit Lavigne, de la paroisse Sainte Thérèse de Blainville, dit district, épouse de Guillaume Blondin, bourgeois et cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Guillaume Blondin,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le trentième jour d'avril courant (1904).

F. X. MATHIEU,

Procureur de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 30 avril 1904. 1625.2

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 156.

Dame Marie Eglephire Leclerc a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux, Georges Tardif, forgeron, de la ville de Dorval.

DECARIE & DECARY,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 26 avril 1904. 1545.3

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 445.

Dame Mary Collins, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse d'Hermenégilde Pelletier, du même endroit, serre-freins, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Hermenégilde Pelletier,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

CAMPBELL & GENDRON,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 22 avril 1904. 1539.3

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 481.

Dame Philomène Ayotte, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux, Joseph Bédard, commerçant et cultivateur, de la paroisse de Saint-Tite.

L. P. GUILLET,

Avocat de la demanderesse.

Trois-Rivières, 9 avril 1904. 1375.5

Cour Supérieure.—District de Québec.

No. 463.

Dame Marie Joséphine Giguère, de Québec, épouse commune en biens de Elzéar Tessier, aussi de Québec, ci-devant manufacturier de chaussures, dûment autorisée en justice aux fins des présentes,
 Demanderesse ;

vs.

Le dit Elzéar Tessier,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause.

C. E. DORION,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 8 avril 1904. 1361.5

Province of Québec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 997.

Dame Jennie E. Huston, wife common as to property of Nelson S. Wilkin, trader, of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Nelson S. Wilkin, of the same place,
 Defendant.
 An action for separation of property has been taken, this day, against the defendant.

ROBILLARD & RIVET,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 5th May, 1904. 1662

District of Terrebonne—Superior Court.

No. 360.

Dame Marie Boursier dit Lavigne, of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, said district, wife of Guillaume Blondin, gentleman and farmer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,
 Plaintiff ;

vs.

The said Guillaume Blondin,
 Defendant.
 An action for separation of property has been instituted in this cause, on the thirtieth day of April instant (1904).

F. X. MATHIEU,

Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 30th April, 1904. 1626

Province of Québec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 156.

Dame Marie Eglephire Leclerc has, this day, sued for separation of property, her husband, Georges Tardif, of the town of Dorval, blacksmith.

DECARIE & DECARY,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 26th April, 1904. 1546

Province of Québec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 445.

Dame Mary Collins, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife of Hermenégilde Pelletier, of the same place, brakesman, and duly authorized for the purposes hereof,
 Plaintiff ;

vs.

The said Hermenégilde Pelletier,
 Defendant.
 An action for separation as to property has, this day, been instituted.

CAMPBELL & GENDRON

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 22nd April, 1904. 1540

Province of Québec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 481.

Dame Philomène Ayotte, has, this day, sued for separation of property, her husband, Joseph Bédard, trader and farmer, of the parish of Saint Tite.

L. P. GUILLET,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 9th April, 1904. 1376

Superior Court.—District of Québec.

No. 463.

Dame Marie Joséphine Giguère, of Québec, wife common as to property of Elzéar Tessier, heretofore shoe manufacturer of Québec, duly authorized by justice for the purposes of this action,
 Plaintiff ;

vs.

The said Elzéar Tessier,
 Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted in this case, this day.

C. E. DORION,

Attorney for the plaintiff.

Québec, 8th April, 1904. 1362

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 480.

Dame Noémi Trépanier, a, ce jour, poursuivi en séparation de biens, son époux, Théodore Bedard, journalier et commerçant, de la paroisse de Saint-Tite.

L. P. GUILLET,
Avocat de la demanderesse.
Trois-Rivières, 9 avril 1904. 1373.5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François, }
No 446.

Dame Ada E. Young, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, épouse d'Alfred Destramp, cultivateur, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs
Le dit Alfred Destramp, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

CAMPBELL & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 22 avril 1904. 1541-3

Cour Supérieure—Quebec.
No 643.

Dame Tharsille Maranda, du village de Stadacona, dans la municipalité de Limoilou, épouse de sieur Louis Blouin, de la cité de Québec, rentier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Louis Blouin, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 19 avril 1904.

HAMEL, TESSIER & TESSIER,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 20 avril 1904. 1491.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2829.

Dame Diana Guilbault, épouse commune en biens de Joseph Prézeau, garde-moteur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Joseph Prézeau, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, institué contre le dit défendeur.

PILON & BUMBRAY,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 16 juin 1903. 1359.5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Iberville. }
No 172.

Dame Hélène Duclos, épouse commune en biens de Samuel J. Roy, manufacturier de beurre et de fromage, de la paroisse de Sainte-Anne de Sabrevois, district d'Iberville, dûment autorisée, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

JOSEPH DEMERS,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Jean, 2 avril 1904. 1391.5

Cour Supérieure.—Saint-Hyacinthe.
No 72.

Dame Georgine Rémi, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, 5 mai 1904, institué une action en séparation de biens contre son mari, Etienne Cordeau, commerçant et hôtelier, du même lieu.

BLANCHET, BEAUREGARD & DELAGE,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 5 mai 1904. 1681-2

Province of Quebec, }
[District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No 480.

Dame Noémi Trépanier, has, this day, sued for separation of property, her husband, Théodore Bédard, laborer and trader, of the parish of Saint Tite.

L. P. GUILLET,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 9th April, 1904. 1374

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court*
District of Saint Francis. }
No 446.

Dame Ada E. Young, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, wife of Alfred Destramp, of the same place, farmer, and duly authorized to appear in judicial proceedings for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs
The said Alfred Destramp, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted.

CAMPBELL & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 22nd April, 1904. 1542

Superior Court.—Quebec.
No. 643.

Dame Tharsille Maranda, of Stadacona village, in the municipality of Limoilou, wife of Louis Blouin, of the city of Quebec, retired merchant, and duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs
The said Louis Blouin, Defendant.
An action for separation from bed and board was instituted in this case, on the 19th April, 1904.

HAMEL, TESSIER & TESSIER,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 20th April, 1904. 1492

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2829.

Dame Diana Guilbault, wife common as to property of Joseph Prézeau, moterman, of the city and district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs
Joseph Prézeau, of the same place, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted against the defendant.

PILON & BUMBRAY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 16th June, 1903. 1360

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Iberville. }
No. 172.

Dame Hélène Duclos, wife commune en biens of Samuel J. Roy, cheese and butter manufacturer, of the parish of Sainte Anne de Sabrevois, district of Iberville, has taken an action in separation as to property against her said husband, this day, duly authorized.

JOSEPH DEMERS,
Attorney for plaintiff.
Saint Johns, 2nd April, 1904. 1392

Superior Court.—Saint Hyacinth.
No. 72.

Dame Georgine Rémi, of the city and district of Saint Hyacinth, has, this 5th day of May, 1904, instituted an action for separation of property against her husband, Etienne Cordeau, trader and hotel keeper, of the same place.

BLANCHET, BEAUREGARD & DELAGE,
Attorneys for plaintiff.
Saint-Hyacinth, 5th May, 1904. 1682

Canada, }
 Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 Dame Mathilda Merrette, épouse de François-Xavier
 Gauthier, ci-devant de la paroisse de Saint-Aimé,
 district de Richelieu, et maintenant absent aux
 états-unis d'Amérique, Demanderesse ;
 vs
 Le dit François-Xavier Gauthier, ci-dessus désigné,
 Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 instituée contre le défendeur.
 A. A. BRUNEAU,
 Procureur de la demanderesse.
 Sorel, 14 mars 1903. 1425.5

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
 No 268
 Dame Anaïs Demers, épouse séparée de biens de
 Michel Ryan, marchand, de Sainte-Julie de Som-
 erset, comté de Mégantic, dûment autorisée à
 ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Michel Ryan, Défendeur.
 Une action en séparation de corps a été instituée
 en cette cause, ce jour.
 J. E. PERRAULT,
 Procureur de la demanderesse.
 Arthabaska, 2 novembre 1904. 1607.3

Avis de Faillites

District d'Arthabaska.

Joseph Gagnon, de Saint-Antoine de Pontbriand,
 marchand, a, le 4e jour de mai 1904, fait cession de
 ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au
 bureau du protonotaire de la cour supérieure du
 district d'Arthabaska, conformément à la loi.

L. H. COLLET,
 Gardien provisoire.

SAM. DESCHAMPS,
 Procureur du gardien provisoire.
 Thetford Mines, 6 mai 1904. 1707

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Dérome & O'Brien, Québec,
 Faillis.
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
 jugement de l'honorable juge, en date du 29 avril
 1904, j'ai été nommé curateur aux biens des dits
 faillis.
 Les créanciers des dits faillis sont requis de pro-
 duire leurs réclamations à mon bureau, dans un délai
 de trente jours, à compter de la date du présent avis.
 GEO. DARVEAU,
 Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.
 Québec, 30 avril 1904. 1703

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re H. A. Houle, Insolvable ;

F. X. Bilodeau, Curateur.
 Un premier et final bordereau de collocation a été
 préparé en cette cause ; les collocations seront
 payables à nos bureaux à partir du 30e jour de mai
 1904.
 Toute contestation à tel dividende devra être
 déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.
 F. X. BILODEAU,
 Curateur.

15, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 6 mai 1904. 1705

Canada }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Richelieu. }
 Dame Mathilda Merrette, wife of François Xavier
 Gauthier, heretofore of the parish of Saint Aimé,
 district of Richelieu, and now absent in the
 united states of America, Plaintiff ;
 vs
 The said François Xavier Gauthier, heretofore
 designated, Defendant.
 An action as to separation to property has been,
 this day, been sued against the defendant.
 A. A. BRUNEAU,
 Attorney for plaintiff.
 Sorel, 14th March, 1903. 1426

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 268.
 Mrs. Anaïs Demers, wife separated as to property
 of Michel Ryan, of the parish of Sainte-Julie of
 Somerset, county of Megantic, merchant, duly
 authorized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Michel Ryan, Defendant.
 An action for separation from bed and board has,
 this day, been instituted.
 J. E. PERRAULT,
 Attorney for plaintiff.
 Arthabaska, 2nd November, 1904. 1608

Bankrupt Notices

District of Arthabaska.

Joseph Gagnon, of Saint Antoine de Pontbriand,
 trader, has, on the 4th day of May, 1904, made a
 judicial assignment of his property for the benefit
 of his creditors, at the prothonotary's office of the
 superior court for the district of Arthabaska,
 according to law.

L. H. COLLET,
 Provisional guardian.

SAM. DESCHAMPS,
 Attorney for provisional guardian.
 Thetford Mines, 6th May, 1904. 1708

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 In the matter of Derome & O'Brien, Quebec,
 Insolvents.
 Notice is hereby given that in virtue of a judgment
 of the Honorable judge, dated the 29th of April,
 1904, I have been appointed curator to the estate
 of the said insolvents.
 Creditors of the said insolvents are required to
 file their claims at my office, within a delay of thirty
 days, from the date of the present notice.
 GEO. DARVEAU,
 Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.
 Québec, 30th April, 1904. 1704

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re H. A. Houle, Insolvent ;

F. X. Bilodeau, Curator.
 A first and final bordereau of dividend has been
 prepared in this cause ; the collocations will be
 payable at our offices from the 30th day of May,
 1904.
 Any contestation to such dividend must be depo-
 sited with us before the date above mentioned.
 F. X. BILODEAU,
 Curator.

15 Saint James street.
 Montreal, 6th May, 1904. 1706

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe } *Cour Supérieure.*
No 69.

Dans l'affaire de Dame Margaret E. Griffin, hôte-
lière, des cité et district de Saint-Hyacinthe,
sous la raison sociale de J. D. Gauthier & Cie,
Faillis ;

et
Jules St. Germain, Curateur.

Avis est par les présentes donné que ce sixième
jour de mai mil neuf cent quatre, par ordre de cette
cour, j'ai été nommé curateur aux biens des faillis.

Les réclamations assermentées devront être pro-
duites entre mes mains, par les créanciers, dans les
trente jours de cette date.

JULES ST. GERMAIN,
Saint-Hyacinthe, 6 mai 1904. 1727

Avis est donné que les soussignés ont été nommés
curateurs conjoints dans l'affaire de Paul Ouellet
& Cie, de Hébertville, marchands, insolubles.

Les créanciers sont requis de produire leurs ré-
clamations dans un délai de trente jours de cette
date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.
Québec, 5 mai 1904. 1723

Avis est donné que Jimmy Tremblay, de Sainte-
Anne, comté de Chicoutimi, marchand, insolvable,
a, le septième jour de mai 1904, fait cession de ses
biens, au bureau du protonotaire de la cour supé-
rieure pour le district de Chicoutimi:

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.
Québec, 9 mai 1904. 1721

Province de Québec, }
District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*
Aaron L. Brown et al., Demandeurs ;

vs
William J. Harrison et al.,
Défendeurs et faillis.

Avis est par le présent donné que le 9e
jour de mai 1904, par ordre de la cour, nous
avons été nommés curateurs conjoints des biens des
susdits défendeurs, qui en ont fait un abandon judi-
ciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment,
doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue
Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.
Sherbrooke, 9 mai 1904. 1731

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe, } *Cour Supérieure.*
No 70.

In re Ulric Jeannotte, commerçant et cultivateur,
du village de La Providence, district de Saint-
Hyacinthe, Débiteur insolvable ;

et
Alfred Benoit, bourgeois, des cité et district de
Saint-Hyacinthe, Créancier requérant cession.

Avis est par les présentes donné que le dit débi-
teur a fait, le septième jour de mai mil neuf cent
quatre, un abandon judiciaire de ses biens pour le
bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire
de la cour supérieure, à Saint-Hyacinthe.

ALFRED BENOIT,
Gardien provisoire.
BOURGAULT & MARCEAU,
Avocats du gardien provisoire.
Saint-Hyacinthe, 9 mai 1904. 1741

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 69.

In the matter of Mrs. Margaret E. Griffin, of the
city and district of Saint Hyacinth, innkeeper,
under the style and firm of J. D. Gauthier & Cie,
Insolvents ;

and
Jules St. Germain, Curator.

Notice is hereby given that on this sixth day of
May, nineteen hundred and four, I have been
appointed curator in this matter, by virtue of an
order of this court.

Creditors are requested to file their claims duly
sworn to, with me, within thirty days from this date.

JULES ST. GERMAIN,
Saint Hyacinth, 6th May, 1904. 1728

Notice is given that the undersigned have been
appointed joint curators in the matter of Paul Ouel-
let & Cie, of Hébertville, merchants, insolvents.

Creditors are required to file their claims within
thirty days from this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.
Québec, 5th May, 1904. 1724

Notice is given that on the seventh day
of May 1904, Jimmy Tremblay, of Sainte Anne,
county of Chicoutimi, insolvent, has made an
assignment of his property, at the protonotary's
office of the superior court for the district of Chi-
coutimi.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.
Québec, 9th May, 1904. 1722

Province of Quebec, }
District of Saint Francis, } *Superior Court.*
Aaron L. Brown et al., Plaintiffs ;

vs
William J. Harrison et al.,
Defendants and insolvents.

Notice is hereby given that on the ninth day
of May, 1904, by order of the court, we were
appointed joint curators to the estate of above
defendants, who have made a judicial abandonment
of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath,
at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke,
within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.
Sherbrooke, 9th May, 1904. 1732

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 70.

In re Ulric Jeannotte, trader and farmer, of the
village of La Providence, district of Saint Hy-
acinth, Insolvent debtor ;

and
Alfred Benoit, gentleman, of the city and district
of Saint Hyacinth, Creditor, petitioner for assignment.

Notice is hereby given that on the seventh day
of May instant, the said insolvent debtor has made
a judicial abandonment of his property for [the
benefit of his creditors, at the protonotary's office
of the superior court, at Saint Hyacinth.

ALFRED BENOIT,
Provisional guardian.
BOURGAULT & MARCEAU,
Attorneys of the provisional guardian.
Saint Hyacinth, 9th May, 1904. 1742

Canada,
Province de Québec, }
District d'Ottawa. }
No 938.

Cour Supérieure

S. J. Major, Limited, Requérente ;

vs.

Eugène E. St. Jean, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le 4 mai 1904, le soussigné a été nommé par ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Eugène E. St. Jean, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, devront être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

F. A. LABELLE, N. P.

Hull, 7 mai 1904. 1745

Province de Québec, }
District d'Iberville. }
No 13.

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Laurent Elzéar Lortie, Failli.

Avis est donné qu'un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 30 mai 1904, date après laquelle les dividendes seront payables à mon bureau.

C. H. BEAUCHEMIN,

Curateur.

Bureau : 109, rue Richelieu.

Saint-Jean, 10 mai 1904. 1737

Vente de Faillites

VENTE DE FAILLITE

In re Bruno Charbonneau, Failli.

Vente par encan au No 69, rue Saint-Jacques, Montréal, MARDI, 21 JUIN 1904, à 11 heures, de l'immeuble ci-après décrit :

Un lot de terre ayant front sur la rue Notre-Dame, étant le numéro 130, du plan officiel pour le quartier est de la cité de Montréal—avec bâtisses dessus construites.

Les conditions seront données le jour de la vente.

KENT & TURCOTTE,

97, rue Saint-Jacques, Montréal.

MARCOTTE & FRÈRES, Encanteurs. 1729

Canada,
Province de Québec, }
District de Richelieu. }
No 4503.

Cour Supérieure.

The Hart Manufacturing Coy, Demanderesse ;

vs.

George Rabinovitch et Sam Rabinovitch, Faillis ;

Arthur Wade Wilks et Joseph Wilfrid Michaud, Curateurs conjoints.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans la cité de Sorel, dans le district de Richelieu, le 15e jour de février 1904, l'immeuble suivant sera vendu par encan public sur les lieux, à Saint-Guillaume d'Upton, dans la province de Québec, SAMEDI, le 4e jour de JUIN 1904, à ONZE heures de l'avant-midi ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau de "The Provincial Bank of Canada," à Saint-Guillaume, et au bureau des soussignés.

Un morceau de terre situé au nord-ouest du chemin principal du quatrième rang de Upton, contenant cinquante pieds de front sur cent quatre-vingts pieds de profondeur, mesure française ; borné en front par le dit chemin principal, en profondeur et du côté sud-ouest par la propriété de Johnny Vanasse, et du côté nord par la propriété

Canada,
Province of Quebec, }
District of Ottawa. }
No. 938.

Superior Court.

S. J. Major, Limited, Plaintiff ;

vs.

Eugène E. St. Jean, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 4th of May instant, 1904, by order of the court, the undersigned has been appointed curator to the properties of said Eugène E. St. Jean, who assigned for the benefit of his creditors.

The claims, duly sworn, shall be filed with me within 30 days from the date of the present notice.

F. A. LABELLE, N. P.

Hull, 7th May, 1904. 1746

Province of Quebec, }
District of Iberville. }
No. 13.

Superior Court.

In the matter of Laurent Elzéar Lortie, Insolvent.

Notice is given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 30th May, 1904, after which date dividends will be payable at my office.

C. H. BEAUCHEMIN,

Curator.

Office : 109, Richelieu street.

Saint Johns, 10th May, 1904. 1738

Insolvent Sales

INSOLVENT SALE

In re Bruno Charbonneau, Insolvent.

Sale by auction at No. 69, Saint James street, Montreal, on TUESDAY, 21st JUNE, 1904, at 11 o'clock, of the undermentioned immovable :

A lot of land fronting on Notre Dame street, and being No 130, on the official plan for the east ward of the city of Montreal—with buildings thereon erected.

Conditions will be made known on day of sale.

KENT & TURCOTTE,

97, Saint James street, Montreal.

MARCOTTE BROTHERS, Auctioneers. 1730

Canada
Province of Quebec, }
District of Richelieu. }
No. 4503.

Superior Court.

The Hart Manufacturing Coy, Plaintiffs ;

vs.

George Rabinovitch and Sam Rabinovitch, Insolvents ;

Arthur Wade Wilks and Joseph Wilfrid Michaud, Joint curators.

Notice is hereby given that, under and by virtue of judgment of the superior court, sitting in the city of Sorel, in the district of Richelieu, on the 15th day of February, 1904, the following immovable property will be sold by public auction on the premises, at Saint Guillaume d'Upton, in the province of Quebec, on SATURDAY, the 4th day of JUNE, 1904, at ELEVEN o'clock in the forenoon ; subject to all charges, clauses and conditions contained in the list of charges and conditions of sale deposited in the office of The Provincial Bank of Canada, in Saint Guillaume, and at the office of the undersigned.

A certain piece of land situated at the north west of the principal road of the fourth range of Upton, containing fifty feet in front by one hundred and eighty feet in deep, french measure, being bound in front by the said principal road, in depth and on the south west side by the property of Johnny Vanasse, and on the north side by the property of

de Rémi Pontbriand—avec bâtisses sus érigées. Le dit immeuble formant partie des immeubles connus et désignés sous le numéro cinq cent trente-cinq (535), des plan et livre de renvoi officiels du bureau d'enregistrement, dans le comté de Yamaska, pour la dite paroisse de Saint-Guillaume.

ARTHUR WADE WILKS,
J. WILFRID MICHAUD.

Montréal, 30 avril 1904. 1571.2
Curateurs conjoints.

Règles de Cour

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 48.

Le dix mai mil neuf cent quatre.

Eugène Crépeau, écuier, avocat et conseil du Roi,
de la ville d'Arthabaska, Demandeur ;

vs

Philippe Beauchesne, charretier, de la ville de
Victoriaville, Défendeur ;

et

Cléophas Rousseau *et al.*

Opposants afin de conserver.

Sur ordre du soussigné protonotaire, en l'absence de tout juge du chef-lieu de ce district, vu l'allegation de l'insolvabilité du dit Philippe Beauchesne, de la ville de Victoriaville, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour ce district, à Arthabaska, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674, du code de procédure civile.

(Signé) HENRI LAURIER,
Protonotaire C. S. Arthabaska.

(Vraie copie.)
HENRI LAURIER, P. S. C. 1743

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 571.

Le deuxième jour de mai mil neuf cent quatre,

Royal Paper Mills Company (Limited), corps poli-
tique et incorporée, dûment incorporée, et ayant
sa principale place d'affaires dans la ville de East
Angus, dans le district de Saint-François,
Demandeur ;

vs

The Pineault Printing Company (Limited), corps
politique et incorporée, dûment incorporée, ayant
sa principale place d'affaires dans la cité et district
de Montréal, Défendeur ;

et

The Commercial Union Assurance Coy. (Limited),
The Guardian Assurance Company, Sun Fire
Office, North British & Mercantile Fire & Life
Insurance Company, tous corps incorporés, ayant
leur bureau d'affaires à Londres, Angleterre, et
ayant leur principale place d'affaires pour la
province de Québec, dans la cité de Montréal,
Home Insurance Company, corps incorporé de
New-York, dans l'état de New-York, U. S. A.,
Ætna Insurance Company of Connecticut, U. S. A.,
British America Assurance Company, corps
incorporés de la cité de Toronto, Ontario, toutes
les dites compagnies ayant leur principale bureau
d'affaires pour la province de Québec, en la cité de
Montréal, et la Mutual Life Insurance Company,
de la cité de Montréal, un corps incorporé de la
cité de Montréal, Tiers-saisis ;

et

Remi Pontbriand—with buildings thereon erected.
The said real estate forming part of the immove-
ables known and designated under number five
hundred and thirty five (535), of the official plan
and book of reference of the registry office, in the
county of Yamaska, for the said parish of Saint
Guillaume.

ARTHUR WADE WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,

Montreal, 30th April, 1904. 1572
Joint curators.

Rules of Court

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 48.

The tenth of May, one thousand nine hundred
and four.

Eugène Crépeau, esquire, lawyer and King's Counsel,
of the town of Arthabaska, Plaintiff ;

vs

Philippe Beauchesne, carter, of the town of Victo-
riaville, Defendant ;

and

Cléophas Rousseau *et al.*

Opposants afin de conserver.

Upon the order of the undersigned prothonotary, in the absence of a judge at the *chef-lieu* of this district, seeing the allegation of the insolvency of the said Philippe Beauchesne, of the town of Victoriaville, defendant, the creditors of the said defendant who have not as yet filed their claims, are now called to file them in this cause, at the office of the prothonotary of the superior court for this district, at Arthabaska, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with the articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

(Signed) HENRI LAURIER,
Prothonotary S. C., Arthabaska.

(True copy).
HENRI LAURIER, P. S. C. 1744

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 571.

The second day of May, nineteen hundred and
four.

Royal Paper Mills Company, (Limited), a body
politic and corporate, duly incorporated, having
its head office and chief place of business in the
town of East Angus, in the district of Saint
Francis, Plaintiff ;

vs

The Pineault Printing Company (Limited), a body
politic and corporate, duly incorporated, having
its head office and chief place of business in the
city and district of Montreal, Defendant ;

and

The Commercial Union Assurance Coy. (Limited),
The Guardian Assurance Company, Sun Fire
Office, North British & Mercantile Fire & Life
Insurance Company, all bodies corporate, having
their head-offices of London, England, and having
their chief place of business for the province of
Quebec, at the city of Montreal, Home Insurance
Company, a body corporate of New York, in state
of New York, U. S. A., Ætna Insurance Company,
a body corporate of the city of Hartford, in State
of Connecticut, U. S. A., British America
Assurance Company, a body corporate of the
city of Toronto, Ontario, all the said companies
having their head offices for the province of
Quebec, at the city of Montreal, The Mutual
Life Insurance Company, of the city of Montreal,
a body corporate of the city of Montreal,

Tiers saisis ;

and

La Banque Nationale, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans les cité et district de Québec,
Intervenante et opposante.

Sur ordre de cette cour, donné le 2 mai 1904, les créanciers du dit Pineault Printing Company, le défendeur en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

1641

J. B. A. TISON,
Dép. P. C. S.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } EUGENE CREPEAU,
No 48. } avocat et conseil du
Roi, Demandeur; contre PHILIPPE BEAU-
CHENE, Défendeur.

Un emplacement situé à Victoriaville, sur le côté nord de la rue Saint-Louis, faisant partie du lot numéro onze, du troisième rang du canton d'Arthabaska, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Victoire, comme étant la partie est du lot numéro trois cent soixante-quatorze (p. e. 374) et le lot numéro trois cent soixante-quinze (375), contenant soixante pieds de front sur environ cent cinquante quatre pieds de profondeur; tenant en front à la rue Saint Louis, et aboutissant en profondeur au lot officiel numéro trois cent quatre-vingt, joignant du côté est à J. A. Piché, et de l'autre côté au surplus du terrain de Cléophas Rousseau.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, 1904, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 10 mai 1904. 1747
[Première publication, 14 mai 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } ALFRED LAMBERT,
No 24. } Demandeur; contre
ARTHUR ROBITAILLE, Défendeur.

Un emplacement situé dans Somerset Nord, dans le sixième rang, et portant le numéro cent quatre-vingt-seize (196), du cadastre officiel, près de la station du Grand Tronc, à Sainte-Julie, sur le chemin qui conduit à Laurierville—avec une maison, boulangerie et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Julie de Somerset, le VINGT-CIN-
QUIEME jour de MAI prochain, 1904, à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 19 avril 1904. 1489-2
[Première publication, 23 avril 1904.]

La Banque Nationale, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Québec,
Intervenante et opposante.

Under the order of this court, given on the 2nd May, 1904, the creditors of the said Pineault Printing Company, the defendant in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

1642

J. B. A. TISON,
Dep. P. S. C.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } EUGENE CREPEAU,
No. 48. } advocate and King's
Counsel, Plaintiff; against PHILIPPE BEAU-
CHENE, Defendant.

An emplacement at Victoriaville, on the north side of Saint Louis street, being part of lot number eleven, in the third range of the township of Arthabaska, known and described on official cadastre for the parish of Sainte Victoire, as being the east part of lot number three hundred and seventy four (E. P. 374) and lot number three hundred and seventy five (375), containing sixty feet in front by about one hundred and fifty four feet in depth; adjoining frontly to Saint Louis street, and at other end to official number three hundred and eighty, easterly to J. A. Piché, and on the other side to surplus land of Cléophas Rousseau.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the FIFTEENTH day of JUNE next, 1904, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 10th May, 1904. 1748
[First published, 14th May, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } ALFRED LAMBERT,
No. 24. } Plaintiff; against
ARTHUR ROBITAILLE, Defendant.

An emplacement situate in the township of Somerset North, in the sixth range, bearing number one hundred and ninety six (196), of official cadastre, near the Grand Trunk Station, at Sainte Julie, on the highway leading to Laurierville—with a house, bakery and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Sainte Julie of Somerset, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, 1904, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 19th April, 1904. 1490
[First published, 23rd April, 1904.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Beauce, à savoir : } **A FONDERIE DE PLES-**
No 53. } **LSISVILLE**, Demanderesse ;
contre **JOSEPH FERLAND**, Défendeur, savoir :

Une terre portant le numéro cadastral 85, pour la paroisse Saint-Séverin, comté de Beauce, contenant soixante-deux arpents et quarante perches en superficie, pour l'avoir acquis par donation de Dame Dina Champagne, sa tante, veuve de Bernard Ferland, le 21 février 1895—avec bâtisses y érigées, maison, granges, moulin à scie à vapeur, engin, bouilloires, etc., etc., et tous les accessoires contenues dans le susdit moulin à scie à vapeur—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Séverin, le SEIZIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 7 mai 1904.

1719

[Première publication, 14 mai 1904.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **ULRIC MARCOTTE ET AL.**,
No. 55. } **Requérants-cession**; contre
GEORGE POULIN, fils d'Hilaire, Failli, et
Moïse Poulin, curateur, savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Georges, contenant trois arpents de front, plus ou moins, sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, étant plus particulièrement décrit sous le lot numéro (15 B) quinze B, suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Georges—avec ensemble les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

2° Une partie de terre contenant un arpent de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, à prendre dans la ligne de séparation du lot de terre ci-dessus décrit et y attenant, dans la partie nord-ouest du lot numéro (15 C) quinze C, suivant les plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Georges, et étant les deux morceaux de terre réunis ensemble; bornée en front à la rivière Chaudière, d'un côté au nord-ouest à Pierre Roy, en possession du lot (15 A) quinze A, et d'autre côté au sud-est au reste du dit lot numéro (15 C) quinze C.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le QUINZIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 7 mai 1904.

1717

[Première publication, 14 mai 1904.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JOSEPH L. DUPLESSIS**,
No 1475. } **comptable**, de la cité de
Montréal, Demandeur; contre les terres et tene-

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Beauce, to wit : } **A FONDERIE DE PLES-**
No. 53. } **LSISVILLE**, Plaintiff; against
JOSEPH FERLAND, Defendant, to wit :

A land bearing the cadastral number 85, for the parish of Saint Severin, county of Beauce, containing sixty two arpents and forty perches in area, as having acquired it by gift from Dame Dina Champagne, his aunt, widow of Bernard Ferland, on the 21st of February, 1895—with buildings thereon erected, house, barns, steam saw mill, engine, boilers, &c., &c., and all the accessories contained in the said steam saw mill—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Severin, on the SIXTEENTH day of JUNE NEXT, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph Beauce, 7th May 1904.

1720

[First published, 14th May, 1904.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce to wit : } **ULRIC MARCOTTE ET AL.**,
No. 55. } **Petitioners for assignment**; against
GEORGE POULIN, son of Hilaire, Insolvent, and **Moïse Poulin**, curator, to wit :

1. A land situated in the parish of Saint Georges, containing three arpents in front, more or less, by twenty eight arpents in depth, more or less, being particularly described as lot number fifteen B (15 B), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Georges—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A parcel of land containing one arpent in width by twenty eight arpents in depth, to be taken on the line of separation from the lot hereinabove described and adjoining thereto, in the north west part of lot number fifteen C (15 C), on the the official plan and book of reference to the cadastre of the said parish of Saint Georges, the two pieces of land being united together; bounded in front by the river Chaudière, on one side to the north west by Pierre Roy, in possession of lot fifteen A (15 A), and on the other side to the south west by the remainder of the said lot number fifteen C (15 C).

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Georges de la Beauce, on the FIFTEENTH day of JUNE next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 7th May, 1904.

1718

[First published, 14th May, 1904.]

Sheriff's Sales—Montréal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JOSEPH L. DUPLESSIS**,
No. 1475. } **accountant**, of the city of
Montreal, Plaintiff; against the lands and tene-

ments de VICTOR NORMANDIN, du même lieu, Défendeur.

1° Un terrain portant le numéro cent vingt-six (126), sur les plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville; borné en front par la rue Saint-Réné, et formant le coin de la rue Sainte-Marguerite—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

2° Un terrain portant le numéro cent trente-cinq (135), sur les plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville, formant le coin sud-est des rues Notre-Dame et Saint-Jean—avec maison et autres bâtisses dessus construites; à la charge d'un bail devant J. P. A. Riendeau, notaire, finissant le premier mai 1905, à Dame Elise Huet dit Dulude, veuve de Nap. Favreau.

3° La moitié sud-est d'un terrain étant le numéro cent six (106), sur les plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville, dans le comté de Chambly, étant le coin nord-ouest de la rue Notre-Dame et de la Chapelle, du dit village—avec une maison et autres bâtisses dessus construites; à la charge d'un bail finissant le premier de mai 1905, passé devant R. Faribeu, notaire, le 31 mars 1904, à Dame Hélène Jodoin, épouse séparée de biens du Dr N. B. Desmarteau.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le SEIZIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,
Montréal, 10 mai 1904.

Shérif.
1751

[Première publication, 14 mai 1904.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CHARLES CUSHING,
No 2652. } notaire public, et ED-
WARD SAWTELL, gentleman, tous deux des
cité et district de Montréal, en leur qualité d'exé-
cuteurs testamentaires de feu Maria Sawtell, fille
majeure, en son vivant du même lieu, Demandeurs; contre les terres et tenements de RODERICK G. SALLOWAY, du même lieu, Défendeur.

Ce lot de terre faisant front sur la rue Châteauguay, dans le quartier Saint-Gabriel, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux mille neuf cent quatre-vingt-six (2,986), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant quarante-cinq pieds de largeur sur cent dix pieds de profondeur, mesure française, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses sus-érigées, portant le numéro civique cinq à treize (5 à 13), de la dite rue Châteauguay, et le droit, circonstances et dépendances y appartenant.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEIZIÈME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,
Montréal, 10 mai 1904.

Shérif.
1753

[Première publication, 14 mai 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME EMMA SANCER,
No 654. } épouse séparée de biens
de Edouard St. Denis, bourgeois, de la cité de
Montréal, et le dit Edouard St. Denis, pour autori-
ser son épouse aux présentes, Demanderesse; contre
les terres et tenements mentionnés et décrits dans
la cédule marquée "A," annexée au bref en cette
cause, propriété de JOSEPH OUELLETTE, des
dits cité et district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé rue Garneau, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, et connu et désigné sous le numéro deux cent trente et un

ments of VICTOR NORMANDIN, of the same place, Defendant.

1. A lot bearing the number one hundred and twenty six (126), on the official plan and book of reference of the village of Boucherville; bounded in front by Saint René street, and forming the corner of Saint Marguerite street—with house and other buildings thereon erected.

2. A lot bearing the number one hundred and thirty five (135), on the official plan and book of reference of the village of Boucherville, forming the south east corner of Notre Dame and Saint John streets—with house and other buildings thereon erected; subject to the charge of a lease before J. P. A. Riendeau, notary, ending on the first of May, 1905, to Dame Elise Huet dit Dulude, widow of Nap. Favreau.

3. The south east half of a lot bearing the number one hundred and six (106), on the official plan and book of reference of the village of Boucherville, in the county of Chambly, being the north west corner of Notre Dame street and La Chapelle streets, of the said village—with a house and other buildings thereon erected; subject to the charge of a lease ending on the first of May, 1905, passed before R. Faribeu, notary, on the 31st of March, 1904, to Dame Hélène Jodoin, wife separated as to property of Dr N. B. Desmarteau.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,
Montreal, 10th May, 1904.

Sheriff.
1752

[First published, 14th May, 1904.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.

Montréal, to wit: } CHARLES CUSHING,
No. 2652. } notary public, and EDWARD
SAWTELL, gentleman, both of the city and district
of Montréal, in their capacity of executors
under the last will of the late Maria Sawtell, spinster,
in her lifetime of the same place, Plaintiffs; against
the lands and tenements of RODERICK G. SAL-
LOWAY, of the same place, Defendant.

That certain lot of land fronting on Chateauguay street, in the Saint Gabriel ward, of the city of Montréal, and known and designated by the number two thousand nine hundred and eighty six (2,986), on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montréal, containing forty five feet in width by one hundred and ten feet in depth, french measure, more or less, without warranty of precise measure—with the buildings thereon erected, bearing the civic number five to thirteen (5 to 13), of said Chateauguay street, and the right, circumstances and dependencies thereto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the SIXTEENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,
Montreal, 10th May, 1904.

Sheriff.
1754

[First published, 14th May, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montréal.

Montréal, to wit: } DAME EMMA SANCER,
No. 654. } wife separated as to prop-
erty of Edouard St. Denis, bourgeois, of the city of
Montréal, and the said Edouard St. Denis, to author-
ize his wife for the purposes hereof, Plaintiff; against
the lands and tenements mentioned and
described in the schedule marked A, annexed to
the writ in this case, being the property of JOSEPH
OUELLETTE, of the said city and district of
Montréal, Defendant.

A lot of land situate in Garneau street, in Saint Denis ward, of the city of Montréal, and known and designated under the number two hundred and

(231), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, contenant quarante-six pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec une maison en bois à deux logements, portant le numéro civique No 5, de la dite rue Garneau, et autres bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 20 avril 1904. 1481.2
[Première publication, 23 avril 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, à savoir: } **REVEREND MESSIRE**
No 1674. } **THOMAS DAGENAI**,
curé, de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, district de Joliette, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Stanislas Dagenais, en son vivant bourgeois, de la ville de L'Assomption, district de Joliette, et le dit Révérend Thomas Dagenais, George Dagenais, bourgeois, de la paroisse du Sault au Récollet, district de Montréal, Martial Dagenais, bourgeois, de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, district de Joliette, Catherine Dagenais, de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, district de Montréal, veuve de Jean Baptiste Jodoin, en son vivant du même lieu, Mathilde *alias* Domithilde Dagenais, épouse de Théophile Cadorette, cultivateur, de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, district de Montréal, et le dit Théophile Cadorette, personnellement et pour autoriser son épouse, Louis Dagenais, cultivateur, de la paroisse du Sault au Récollet, district de Montréal, Madeleine Dagenais, fille majeure et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-Roch de l'Achigan, district de Joliette, Amélie Dagenais de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice susdit, veuve de Antoine Pigeon, en son vivant instituteur, du même lieu, en leur qualité de légataires universels du dit feu Stanislas Dagenais, Demandeurs; contre les terres et tenements de STANISLAS CORBEIL, de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice de Montréal, Défendeur.

Une terre sise et située à la Côte Saint-Michel, autrefois dans la paroisse du Sault au Récollet, et maintenant dans la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice, connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, sous le numéro quatre cent quarante-trois (443), de trois arpents de front sur vingt-trois arpents, de profondeur, plus ou moins; bornée en front par le chemin de la dite Côte Saint-Michel, en arrière par les terres de la Côte Visitation, d'un côté au nord-est par le lot numéro quatre cent quarante-deux (442), et de l'autre côté, au sud-ouest, par les lots numéros quatre cent quarante-quatre (444) et quatre cent quarante-cinq (445), des plan et livre de renvoi officiels plus haut mentionnés et avec les bâtisses dessus construites. A charge des droits (de substitution) qui peuvent exister en faveur des enfants de Paul Corbeil et Dame Sophie Jodoin, en vertu d'un acte de donation par Paul Corbeil et uxor à Paul Corbeil, fils, et uxor, devant J. A. Labadie, notaire, à Montréal, le 17 mai 1848, (dont copie produite au dossier en cette cause, au greffe de la cour supérieure du district de Montréal), à l'exception du défendeur en cette cause, et de ceux qui ont transporté leurs droits au dit défendeur ou à ses auteurs, (savoir: Paul Corbeil, J.-Bte Corbeil, Joseph Corbeil, Narcisse Corbeil, Basile Corbeil, Francis Corbeil, Anastasie Corbeil, Antoine Corbeil et Domithilde Corbeil), et aussi à charge des droits (de revendication d'usufruit) qui peuvent exister encore en faveur de Paul Corbeil, en vertu du même acte, et ce conformément au jugement de la cour du banc du Roi, siégeant en appel, à Montréal, rendu le 24 février 1903, en cette cause.

Pour être vendue en mon bureau, en la cité de

thirty one (231), of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, containing forty six feet in width by ninety five feet in depth, more or less, english measure, with a frame house containing two lodgings, bearing the civic number 5, of the said Garneau street, and other buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 20th April, 1904. 1482
[First published, 23rd April, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montréal, to wit: } **THE REVEREND MES-**
No. 1674. - } **SIRE THOMAS DAGE-**
NAIS, parish priest, of the parish of Saint-Roch de l'Achigan, district of Joliette, in his quality of testamentary executor of the late Stanislas Dagenais, in his lifetime gentleman, of the town of L'Assomption, district of Joliette, and the said Reverend Thomas Dagenais, George Dagenais, gentleman, of the parish of Sault au Récollet, district of Montreal, Martial Dagenais, gentleman, of the parish of Saint-Roch de l'Achigan, district of Joliette, Catherine Dagenais, of the parish of Saint-Léonard de Port Maurice, district of Montreal, widow of the late Jean Baptiste Jodoin, in his lifetime of the same place, Mathilde *alias* Domithilde Dagenais, wife of Théophile Cadorette, farmer, of the parish of Saint-Léonard de Port Maurice, district of Montreal, and the said Théophile Cadorette, personally and to authorize his wife, Louis Dagenais, farmer, of the parish of Sault au Récollet, district of Montreal, Madeleine Dagenais, spinster, and using her rights, of the parish of Saint Roch de l'Achigan, district of Joliette, Amélie Dagenais, of the parish of Saint-Léonard de Port Maurice aforesaid, widow of the late Antoine Pigeon, in his lifetime school teacher, of the same place, in their quality of universal legatees of the said late Stanislas Dagenais, Plaintiffs; against the lands and tenements of STANISLAS CORBEIL, of the parish of Saint Leonard de Port Maurice of Montreal, Defendant.

A land situate, being and lying at la Côte Saint Michel, heretofore in the parish of Sault au Récollet, and now in the parish of Saint Leonard de Port Maurice, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault au Récollet, as number four hundred and forty-three (443), containing three arpents in front by twenty-three arpents in depth, more or less; bounded in front by the road of the said Côte Saint Michel, in rear by the lands of la Côte Visitation, on one side to the north east by lot number four hundred and forty two (442), and on the other side, to the south west by lots numbers four hundred and forty four (444) and four hundred and forty five (445), of the official plan and in the book of reference hereabove mentioned and with the buildings thereon erected. Subject to the rights of substitution that may exist in favor of the children of Paul Corbeil and Dame Sophie Jodoin, in virtue of a deed of gift by Paul Corbeil et uxor to Paul Corbeil, fils, et uxor, passed before J. A. Labadie, notary, at Montreal, on the 17th May, 1848, (a copy whereof is filed in the record in this case, in the office of the superior court for the district of Montreal), with the exception of the defendant in this case, and of those who have assigned their rights to the said defendant or to his auteurs, (to wit: Paul Corbeil, J. Bte Corbeil, Joseph Corbeil, Narcisse Corbeil, Basile Corbeil, Francis Corbeil, Anastasie Corbeil, Antoine Corbeil, and Domithilde Corbeil,) and also subject to the rights of revendication and usufruct that may also exist in favor of Paul Corbeil, in virtue of the same deed, the whole in accordance with the judgment of the court of King's Bench, sitting in appeal, at Montreal, rendered on the 24th February, 1903, in this case.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi,

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif,
Montréal, 20 avril 1904.

Député Shérif,
1479.2

[Première publication, 23 avril 1904.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES et HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **LOUIS DUBEAU**; contre
No 515. } **DAME EUPHEMIE BILODEAU**, veuve de feu Théophile Aubert, à savoir :

1° Le lot No 217 (deux cent dix sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, étant une terre située dans le rang Pintendre-Sud—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot No 228 (deux cent vingt-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, comté de Lévis, étant un emplacement situé dans le rang Pintendre-Sud—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Pintendre, comté de Lévis, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,
Québec, 21 avril 1904.

Shérif.
1497.2

[Première publication, 23 avril 1904.]

[Deuxième publication, 7 mai 1904.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **PIERRE NOLASQUE**
No 367. } **CHAILLEZ**, de la paroisse de Saint-Stanislas, dans le comté de Champlain, marchand; contre **ALPHONSE AUDET**, marchand, de la paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets, à savoir :

1° Partie du No 23 (vingt-trois), du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au deuxième rang sud-ouest du canton Chavigny, paroisse de Saint-Rémi du Lac au Sable, contenant cent pieds de front sur le chemin Royal et cent quarante pieds longeant la ligne du chemin de fer des Basses Laurentides, et du côté nord-ouest par une ligne à partir du dit chemin Royal pour aller aboutir au bout de la dite ligne de cent quarante pieds, longeant la dite ligne des Basses Laurentides; borné en front par le dit chemin public, en profondeur et par le nord-ouest au surplus du dit lot appartenant au vendeur J. Bte. Rhault, et du côté sud-est à la dite ligne du chemin des Basses Laurentides—circonstances et dépendances.

2° Partie du No 23 (vingt-trois), du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au troisième rang sud-ouest du canton Chavigny, paroisse de Saint-Rémi du Lac au Sable, étant un emplacement contenant environ deux arpents et demi de front sur un arpent et un quart de profondeur; borné au nord à la compagnie "Furness Iron," au sud au vendeur à Joseph Ste Marie et à Joseph Gosselin, et partie à la compagnie du chemin de fer des Basses Laurentides, à l'ouest au dit chemin de fer, et à l'est par la route dite "Route à Plante"—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Rémi du Lac au Sable, le TROISIEME

on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office,
Montreal, 20th April, 1904.

Deputy Sheriff,
1480

[First published, 23rd April, 1904.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS and TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **LOUIS DUBEAU**; against
No. 515. } **DAME EUPHEMIE BILODEAU**, widow of the late Théophile Aubert, to wit :

1. Lot No. 217 (two hundred and seventeen), of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Levis, being a lot situate in the Pintendre range South—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 228 (two hundred and twenty eight), of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Levis, being a lot situate in the Pintendre range South—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de Pintendre, county of Levis, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office,
Quebec, 21st April, 1904.

Sheriff,
1498

[First published, 23rd April, 1904.]

[Second published, 7th May, 1904.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **PIERRE NOLASQUE**
No. 367. } **CHAILLEZ**, of the parish of Saint Stanislas, in the county of Champlain, merchant; against **ALPHONSE AUDET**, merchant, of the parish of Saint Pierre les Becquets, to wit :

1. Part of No. 23 (twenty three), of the official cadastre of the parish of Notre Dame des Auges, county of Portneuf, being a lot of land situate in the second range south west of the township Chavigny, parish of Saint Remi du Lac au Sable, containing one hundred feet in front on the King's road, and one hundred and forty feet along the line of the Lower Laurentides Railway line, and on the north west side by a line to start from the King's road aforesaid to end at the extremity of the said line of one hundred and forty feet, running along the said line of the Lower Laurentides; bounded in front by the said public road, in depth on the north west by the surplus of the said lot, belonging to J. Bte Rhault, and on the south side by the said line of the Lower Laurentides railway—circumstances and dependencies.

2. Part of No. 23 (twenty three), of the official cadastre of the parish of Notre Dame des Auges, county of Portneuf, being a lot of land situate in the third range south west of the township Chavigny, parish of Saint Remi du Lac au Sable, being a lot containing about two arpents and a half in front by one arpent and a quarter in depth; bounded on the north by the Furness Iron Company, on the south by the seller to Joseph Ste. Marie and by Joseph Gosselin, and partly by the Lower Laurentides Railway Company, on the west by the said railway, and on the east by the road called "Route à Plante"—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Remi du Lac au Sable, on the THIRD day

jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. LANGELIER, Shérif.
Bureau du Shérif, Québec, 28 avril 1904. 1575-2
[Première publication, 30 avril 1904.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } EDMUND W. TOBIN, Demandeur ; contre FRANCIS HAMEL, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans la ville de Bromptonville, dans le comté de Richmond, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du canton de Brompton, comme lot numéro vingt-neuf-trente-trois (No 29-33), dans le quatrième rang du dit canton ; borné en front par le chemin Brompton—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Praxède de Brompton, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER, Shérif.
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 11 mai 1904. 1779
[Première publication, 14 mai 1904.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } LA BANQUE DE QUEBEC, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, et ayant aussi un bureau d'affaires en la cité des Trois-Rivières, Demanderesse ; contre REGIS DUBE ET JOSEPH VIRGINIA, conjointement et solidairement. Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur solidaire, Joseph Virginia, savoir :

Un lot de terre situé en la paroisse des Trois-Rivières, concession Sainte-Marguerite, du contenu de neuf perches de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise ; borné devant à Napoléon Levasseur, en arrière aux terres du township de Saint-Maurice—avec maisons y érigées, circonstances et dépendances, et connu sous le numéro cent quatorze (114), du cadastre officiel fait pour la paroisse des Trois-Rivières.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse des Trois-Rivières, en la cité des Trois-Rivières, le QUATORZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN, Shérif.
Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 10 mai 1904. 1733
[Première publication, 14 mai 1904.]

of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. LANGELIER, Shérif.
Sheriff's office, Québec, 28th April, 1904. 1576
[First published, 30th April, 1904.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } EDMUND W. TOBIN, Plaintiff ; against FRANCIS HAMEL, Defendant.

A piece of land situate in the town of Bromptonville, in the county of Richmond, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Brompton, as the lot number twenty nine-thirty three (No 29-33), in the fourth range of the said township ; bounded in front by Brompton road—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Sainte Praxède de Brompton, on the FOURTEENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER, Sheriff.
Sheriff's Office, Sherbrooke, 11th May, 1904. 1780
[First published, 14th May, 1904.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } THE QUEBEC BANK, a body politic and corporate, having its chief business office in the city of Quebec, and having a business office in the city of Three Rivers, Plaintiff ; vs REGIS DUBE AND JOSEPH VIRGINIA, jointly and severally Defendants.

As belonging to the said joint and several defendant, Joseph Virginia, to wit :

A lot of land situate in the parish of Three Rivers, Sainte Marguerite concession, containing nine perches in width by twenty eight arpents in depth, without warranty of precise measurement ; bounded in front by Napoleon Levasseur, in rear by the lands of the township of Saint Maurice—with houses thereon erected, circumstances and dependencies, known as number one hundred and fourteen (114), of the official cadastre made for the parish of Three Rivers.

To be sold at the church door of the parish of Three Rivers, in the city of Three Rivers, on the FOURTEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN, Sheriff.
Sheriff's office, Three Rivers, 10th May, 1904. 1734
[First published, 14th May, 1904.]

Proclamations

Canada, }
Province de }
Québec. }
[L. S.] } L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU, que
Procureur-Général. } dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du Règne de Sa Majesté la feue Reine Victoria et intitulé : " Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses, décrété que " le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ; " Et ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté du Lac Saint-Jean, dans le district de Saguenay, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton " Dalmas ".

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale, établissons en un canton, sous le nom de canton Dalmas, cette étendue de nos terres incultes, sise et située dans le dit comté du Lac Saint-Jean, dans le dit district de Saguenay, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'Honorable S. N. Parent, Notre Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Le canton Dalmas, situé dans le comté du Lac Saint-Jean, sur la rive droite de la rivière Péribonka, est borné vers le nord, par les terres vacantes de la Couronne ; vers le sud et l'est, par la rivière Péribonka, et vers l'ouest, par la rivière Petite Péribonka ; son périmètre peut être décrit comme suit, savoir :

Partant de la borne plantée par l'arpenteur Geo. B. du Tremblay, en 1888, sur la rive gauche de la rivière Petite Péribonka, à l'extrémité ouest de la limite nord du dit canton Dalmas, la dite rive gauche jusqu'où cette rive se confond avec la rive droite de la Péribonka, puis cette dernière rive en remontant la rivière, jusqu'à la borne plantée par le même arpenteur, en 1888, à l'extrémité est de la dite limite nord ; de cette borne enfin, la dite limite nord, dont la direction est nord soixante-quinze degrés ouest (N. 75° 00' 0) ast., et la longueur sept cent soixante et cinq chaînes et deux chaînons (765.02), plus ou moins, jusqu'au point de départ.

Toutes les îles situées dans les parties des rivières Péribonka et Petite Péribonka, qui bornent le territoire ci-haut décrit sont comprises dans le territoire du dit canton.

Le dit territoire ainsi délimité, y compris les dites îles, à une superficie d'environ cinquante-huit mille six cents (58,600) acres, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports

Proclamations

Canada, }
Province of }
Québec. }
[L. S.] } L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS, in and
Attorney General. } by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intituled : " An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for the purposes connected therewith, " it is, amongst other things, enacted that " the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof " ; AND WHEREAS We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of Lake Saint John, in the district of Saguenay in Our Province of Quebec, into a township under the name of the township " Dalmas ".

THEREFORE, under the authority of the aforesaid act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township under the name of township Dalmas, the said extent of Our wild lands situate and being in the said county of Lake Saint John, in the said district of Saguenay, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable S. N. Parent, Our Minister of Lands, Mines and Fisheries, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township Dalmas, situated in the county of Lake Saint John, on the right bank of the river Peribonka, is bounded on the north by the vacant lots of the Crown ; on the south and east, by the river Peribonka, and on the west, by the little river Peribonka ; its perimeter may be described, as follows, to wit :

Starting from the bound planted by the surveyor Geo. B. du Tremblay, in 1888, on the left bank of the little river Peribonka, at the west extremity of the north limit of the said township Dalmas, the said left bank to where this river is confounded with the right bank of the Peribonka, then this latter bank going up the river, to the bound planted by the same surveyor, in 1888, at the east extremity of the said north limit, from this boundary lastly, the said north limit, whose direction is north seventy five degrees west (N. 75° 00.0) astronomically, and the length seven hundred and sixty five chains and two links (765.02) more or less, to the point of departure.

All the islands situate in the parts of the rivers Peribonka and little Peribonka, which bound the territory herein above described are comprised in the territory of the said township.

The said territory thus bounded, including therein the said islands, has an area of about fifty eight thousand six hundred (58,600) acres, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity

d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres, Mines et Pêcheries.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le TRENTIEME jour du mois de MAI courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit TRENTIEME jour du mois de MAI courant, un canton sous le nom du canton "Dalmas", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton, sous le nom de canton "Dalmas", comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SIXIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

1757

Canada,
Province de }
Québec. }

[L. S.]

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que sur
Procureur-Général. } présentation au conseil municipal du comté d'Arthabaska, d'une requête des deux-tiers des électeurs municipaux qui sont en même temps propriétaires habitant un certain territoire y mentionné, situé dans la municipalité de Chenier, dans le dit comté, dans Notre province de Québec, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village, le dit conseil du dit comté d'Arthabaska a nommé Charles Robert Garneau, surintendant spécial, et l'a chargé de visiter le dit territoire, de constater le nombre de maisons y bâties et habitées, et de faire rapport sur la dite requête ;

ET ATTENDU que le dit surintendant spécial a fait au dit conseil un rapport mentionnant le nombre de maisons bâties et habitées sur le dit territoire, et la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie :

ET ATTENDU que le dit rapport du dit surintendant spécial a été homologué sans amendements par le conseil du susdit comté ;

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur dé

with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands, Mines and Fisheries.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said Act, We do by these presents declare and ordain that the THIRTIETH day of the month of MAY instant, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said THIRTIETH day of the month of MAY instant, a township under the name of the township "Dalmas," for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township, under the name of the township "Dalmas," as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN ESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this SIXTH day of MAY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

1758

Canada,
Province of }
Québec. }

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS, on
Attorney General. } presentation to the municipal council of the county of Arthabaska, of a petition from the two-thirds of the municipal electors who are at the same time proprietors residing in a certain territory therein mentioned, situated in the municipality of Chenier, in the said county, in Our Province of Québec, praying for the erection of this territory into a village municipality, the said council of the said county of Arthabaska, has named Charles Robert Garneau, special superintendent, charged to visit the said territory, to establish the number of houses thereon erected and inhabited, and to make a report on the said petition ;

AND WHEREAS the said special superintendent has made a report to the said council mentioning the number of houses erected and inhabited on the said territory, and the designation of the limits which, in his opinion, should be assigned to the territory hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses in a space not exceeding sixty arpents in extent ;

AND WHEREAS the said report of the said special superintendent has been homologated without amendments by the council of the said county ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our

Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province, approuvé le dit rapport ;

A CES CAUSES, en vertu des dispositions du Code Municipal de Notre dite Province, Nous déclarons que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit, savoir :

La municipalité du village de Pontgravé est un démembrement de la municipalité de Chénier, dans le comté d'Arthabaska. Occupant une étendue d'environ trois cent soixante et seize (376) acres en superficie, le territoire du susdit village est borné comme suit, savoir :

Vers le sud-est, dans le cinquième rang du canton Tingwick, par la ligne nord-ouest de chacun des lots numéros quatre cent quatre-vingt-cinq et quatre cent quatre-vingt-six (485 et 486), du cadastre officiel du susdit canton, et le prolongement de cette ligne sur toute la largeur des lots numéros quatre cent quatre-vingt-sept et cinq cent quatre (487 et 504) ; vers le sud-ouest, par la limite nord-est du lot numéro cinq cent six (506), prolongée vers le nord-ouest entre les lots numéros cinq cent trois et cinq cent cinq (503 et 505), et aussi à travers le lot numéro trois cent soixante et quatorze (374), du quatrième rang, jusqu'au prolongement de la ligne sud-est de chacun des lots numéros trois cent soixante et trois cent soixante et un (360 et 361), vers le nord-ouest, par la dite ligne sud-est des lots numéros trois cent soixante et trois cent soixante et un (360 et 361), et son prolongement jusqu'à la limite sud-ouest ci-haut décrite ; vers le nord-est, par la ligne sud-ouest de chacun des lots numéros trois cent cinquante-huit, quatre cent quatre-vingt-trois et quatre cent quatre-vingt-quatre (358, 483 et 484), sera détaché de la municipalité de Chénier, et formera une municipalité séparée sous le nom de " la municipalité du village de Pontgravé, à partir de ce jour.

Et par les présentes, Nous faisons, constituons, érigeons et déclarons le dit village de Pontgravé, une municipalité de village, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentées, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province de Québec, ce SIXIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

1759

ERRATUM.

A la page 800 de la Gazette Officielle du trente avril dernier (1904), dans les patentes No 1581, à la quatrième ligne, à la suite " de vendre de la chaux ", lisez : " les dits actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la

Province of Quebec, has, by and with the advice of the Executive Council of Our said Province, approved the said report ;

NOW KNOW YE, that, under the authority of the Municipal Code of Our said Province, We do hereby declare that the said territory, to wit :

All the territory bounded as follows, to wit :

The municipality of the village of Pontgravé is a dismemberment of the municipality of Chenier, in the county of Arthabaska. Occupying an extent of about three hundred and seventy six (376) acres in area, the territory of the said village is bounded as follows, to wit :

On the south east, in the fifth range of the township Tingwick, by the north west line of each of the lots numbers four hundred and eighty five and four hundred and eighty six (485 and 486), of the official cadastre of the aforesaid township, and the prolongation of this line on the whole width of the lots numbers four hundred and eighty seven and five hundred and four (487 and 504) ; on the south west, by the north east limit of lot number five hundred and six (506), prolonged towards the north west between the lots numbers five hundred and three and five hundred and five (503 and 505), and also across lot number three hundred and seventy four (374), of the fourth range, to the prolongation of the south east line of each of the lots numbers three hundred and sixty and three hundred and sixty one (360 and 361) ; on the north west, by the said south east line of the lots numbers three hundred and sixty and three hundred and sixty one (360 and 361), and its prolongation to the south west limit herein above described ; on the north east, by the south west line of each of the lots numbers three hundred and fifty eight, four hundred and eighty three and four hundred and eighty four (358, 483 and 484), shall be detached from the municipality of Chenier, and shall form a separate municipality under the name of " the municipality of the village of Pontgravé, from and after this day.

And We do hereby make, constitute, erect and declare the said village of Pontgravé, a village municipality, in conformity with the provisions of the municipal code of the province of Quebec.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SIXTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

1760

ERRATUM.

On page 800 of the Official Gazette of the thirtieth of April last (1904), in the patent No. 1581, at the second line, after " to sell lime ", read : " the said shareholders shall not incur any responsibility beyond the amount of the price which shall have been paid, or which it was agreed to pay to the com-

compagnie pour ses actions, conformément à la loi édictée par 63 Vict., ch. 33", et à la suite "de Royal Lime Company", lisez : "no personal liability". 1777

pany for its shares, pursuant to the law declared by the 63 Vict., ch. 33", after the words "Royal Lime Company", read : "no personal liability". 1778

Avis du Gouvernement

No 2885.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 29 avril dernier 1904, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Broughton, comté de Beauce, les lots Nos 9, 10, 11 et 12 du premier rang du canton de Thetford Nord, et de les annexer, à la municipalité scolaire de Saint-Antoine-de-Pont-Briand, comté de Mégantic.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904. 1771

No 1320.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 29 avril dernier 1904, de détacher de la municipalité d'Inverness, comté de Mégantic, les lots suivants, savoir : Les lots No 1 au lot No 5, inclusivement, à l'endroit connu sous le nom de "The Craigs Road Range", et les lots Nos 1 et 2, des rangs V et VI du canton d'Inverness, étant les lots du cadastre officiel du canton d'Inverness, Nos 1405, 1406, 1406A, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415 et 1416, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 279, 280, 281 et 282, et de les annexer pour les fins scolaires à la municipalité de "Leeds Sud", dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904. 1769

No 876.04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Blaise, comté de Saint-Jean, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Valentin, les Nos 135, 136 et 137, et les annexer à la municipalité scolaire de la "paroisse" de Saint-Jean, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904. 1763

No 485.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Chester Est, comté d'Arthabaska, les lots No 13 et suivantes jusqu'au No 20 inclusivement, du 1er rang du canton d'Halifax, et les lots No 15 et suivantes jusqu'au No 20 inclusivement, du 1er rang du canton de Chester, et les annexer à la municipalité scolaire de "Chester Nord," dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904. 1765

Government Notice

No. 2885.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of April last, 1904, to detach from the school municipality of Saint Pierre de Broughton, county of Beauce, the lots Nos. 9, 10, 11 and 12 of the first range of the township of Thetford North, and to annex them, to the school municipality of Saint Antoine de Pontbriand, in the county of Megantic.

This annexation only to take effect on the first of July next, 1904. 1772

No. 1320.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 29th of April last, 1904, to detach the lots 1 to 5 inclusive, of the Craig's Road range, and 1 and 2 of ranges 5 and 6 of Inverness, being now lots 1405, 1406, 1406A, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 279, 280, 281 and 282, of the official cadastre of the township of Inverness, from the school municipality of the township of Inverness, and to annex them, for school purposes, to the school municipality of South Leads, in the same county.

This annexation will take effect 1st July 1904. 1770

No. 876.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Blaise, county of Saint John, the lots numbered on the official cadastre of the parish of Saint Valentin, as Nos. 135, 136 and 137, and to annex them to the school municipality of the "parish" of Saint Jean, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904. 1764

No. 485.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Chester Est, county of Arthabaska, the lots No. 13 and following to No. 20 inclusively, of the 1st range of the township of Halifax, and lots No. 15 and following to No. 20 included, of the 1st range of the township Chester, and to annex them to the school municipality of Chester North, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July, 1904. 1766

No. 555.04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Petit Pabos, comté de Gaspé, les lots ayant les Nos 12 et 13 du IIe rang du Petit Pabos, et les annexer à la municipalité scolaire de Grande Rivière, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

1761

No 478.04

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ambroise, comté de Québec, les lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise, savoir :

1° Tout le territoire dit "du faubourg," depuis et y compris le No 609 jusqu'au No 764, inclusivement.

2° Tout le territoire au nord du village Huron, depuis et y compris le No 1017 jusqu'au No 1034, inclusivement, et les Nos 1037, 1039, 1040, 1041, 1042 et 1043, et ériger tous ces divers lots en municipalité scolaire distincte, sous le nom de municipalité scolaire du village de la Jeune Lorette.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

1755

No 1050.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, la paroisse de Saint-Louis de Gonzague de Pintendre, comté de Lévis, sous le nom de "Pintendre", avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du six de mars 1901. 1767

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7433.

Canton Amherst.

5e rang.

Le lot No 11, à Louis Belland.
Adj. 7434.

Canton Fabre.

2e rang.

Le lot 21, à John Ryan.

Le lot 22, à James Ryan.

4e rang.

Le lot 36, à Damase Samson.

Le lot 37, à Alcide Gagné.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 11 mai 1904.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, conces-

No. 555.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Little Pabos, county of Gaspé, lots Nos. 12 and 13 of the IIrd range of Little Pabos, and to annex them to the school municipality of Grand River, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

1762

No. 478.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Ambroise, county of Quebec, the following lots of the official cadastre of the parish of Saint Ambroise, to wit :

1. All the territory called "Du Faubourg," from and including No. 609 to No. 764, included.

2. All the territory to the north of the Huron village, from and including No. 1017 to No. 1034 included, and Nos. 1037, 1039, 1040, 1041, 1042 and 1043, and to erect the said several lots into a distinct school municipality, by the name of "village of La Jeune Lorette", in the said county.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

1756

No. 1050.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school "Saint Louis de Gonzague de Pintendre", in the county of Lévis, by the name of "Pintendre", with the same limits as are assigned to it by the proclamation, dated the sixth of March last, 1901. 1768

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7433.

Township of Amherst.

5th range.

Lot No. 11, to Louis Belland.
Adj. 7434.

Township of Fabre.

2nd range.

Lot 21, to John Ryan.

Lot 22, to James Ryan.

4th range.

Lot 36, to Damase Samson.

Lot 37, to Alcide Gagné.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 11th May, 1904.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location,

don, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Tremblay.

Lot 68 du 9e rang, à Noël Genest.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 14 mai 1904.

1775

permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Tremblay.

Lot 68 of 9th range, to Noël Genest.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands
Mines and Fisheries
Quebec, 14th May, 1904.

1776

Avis Divers

Avis-est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Gabriel de Stratford, comté de Wolfe, s'étant conformée aux dispositions de la loi, est constituée en corps politique et incorporé en vertu de la section 18, chapitre 3, titre 11, des statuts révisés de la province de Québec.

J. E. SIMARD, Ptre,
Secrétaire-trésorier.
1773

9 mai 1904.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint Gabriel de Stratford", in the county of Wolfe, having complied with the provisions of the law, is constituted a body politic and corporate, under section 18, chapter 3, title 11, of the revised statutes of the province of Quebec.

J. E. SIMARD, Priest,
Secretary treasurer.
1774

9th May, 1904.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 20.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Ayotte vs Bédard, 861 ; Benoit vs Jeannotte, 860 ; Berard vs Gauthier, 860 ; Boursier vs Blondin, 861 ; Collins vs Pelletier, 861 ; Desbiens vs Levesques, 860 ; Duclos vs Roy, 862 ; Giguère vs Tessier, 861 ; Guilbault vs Prézeau, 862 ; Huston vs Wilkin, 861 ; Leclerc vs Tardif, 861 ; Merrette vs Gauthier, 863 ; Rainville vs Létourneau, 860 ; Rémi vs Cordeau, 862 ; Trépanier vs Bédard, 862 ; Young vs Destramp, 862.

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS : — Dme Demers vs Ryan, 863.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dame Maranda vs Blouin, 862 ; Guillet vs Gilbert, 860.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 851.

ARRÊTÉ EN CONSEIL : — Tarif pour le flottage du bois : — Rivière Trois-Pistoles, 854.

ASSOCIATION FORMÉE : — Thilim & Linas Hachedek, 854.

AVIS : — La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Gabriel de Stratford, 878.

BILLES PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 857 ; Conseil législatif, 856.

DEMANDE A LA LÉGISLATURE : — La Cie de chemin de fer de Jonction de Napierville, 859.

ERRATUM : — A la page 800.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 20.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Ayotte vs Bédard, 861 ; Benoit vs Jeannotte, 860 ; Berard vs Gauthier, 860 ; Boursier vs Blondin, 861 ; Collins vs Pelletier, 861 ; Desbiens vs Levesques, 860 ; Duclos vs Roy, 862 ; Giguère vs Tessier, 861 ; Guilbault vs Prézeau, 862 ; Huston vs Wilkin, 861 ; Leclerc vs Tardif, 861 ; Merrette vs Gauthier, 863 ; Rainville vs Létourneau, 860 ; Rémi vs Cordeau, 862 ; Trépanier vs Bédard, 861 ; Young vs Destramp, 862.

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Dme Demers vs Ryan, 863.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Dame Maranda vs Blouin, 862 ; Guillet vs Gilbert, 860.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c., 851.

ORDERS IN COUNCIL : — Tariff for floating logs : — River Trois Pistoles, 854.

ASSOCIATION FORMED : — Thilim & Linas Hachedek, 854.

NOTICE : — La Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint Gabriel de Stratford, 878.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 857 ; Legislative Council, 856.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE : — The Napierville Junction Railway Coy, 859.

ERRATUM : — To page 800.

EXAMENS : — Mesureur de bois, 856.

FAILLIS : — Derome & O'Brien, 863 ; Dme Griffin, 864 ; Gagnon, 863 ; Harrison et al, 864 ; Houle, 863 ; Jeannotte, 864 ; Lortie, 865 ; Ouellet & Cie, 864 ; St. Jean, 865 ; Tremblay, 864.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE : — Saint-Louis, comté de Champlain, 856.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE : — Village de Belœil, comté de Verchères, 855.

MUNICIPALITÉ : — Ereccion ou annexion :—Leeds Sud, comté de Mégantic, 876 ; Saint-Antoine de Pontbriand, comté de Mégantic, 876.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Demande d'annexer ou d'ériger, etc :—Chester Nord, comté d'Arthabaska, 876 ; Grande Rivière, comté de Gaspé, 877 ; Laurierville, comté de Mégantic, 855 ; Paroisse de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, 876 ; Saint-Edmond, comté de Maskinongé, 855 ; Saint-Louis de Gonzague de Pintendre, comté de Lévis, 877 ; Village de la Jeune Lorette, comté de Québec, 877.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Annexer ou ériger :—Saint-Léon de Westmount, comté d'Hochelaga, 854.

NOMINATIONS : — Auditeur :—Saint-Benoit Labre, comté de Rimouski, No 2, 851.

Commissaires d'écoles : — Notre-Dame de Pont-Main, comté d'Ottawa, 852.

Commissaire pour l'érection civile des paroisses : — Chicoutimi, 851.

Conseillers : — Restigouche, comté de Bonaventure, 851.

Estimateurs : — L'Île Bizard, comté de Jacques-Cartier, 852.

Juge de paix : — Montréal, 851.

PROCLAMATIONS : — Canton Dalmas, 873 ; Canton Pelletier, érigé, 852 ; Village de Pontgravé, 874.

RÈGLES DE COUR : — Crépeau vs Beauchesne, 866 ; Royal Paper Mills Coy vs The Pineault Printing Coy, 866.

TERRES DE LA COURONNE, CANCELLATION : — Cantons Amherst, 887 ; Fabre, 877 ; Tremblay, 878.

VENTE PAR ENCAN : — The Hart Manufacturing Coy vs Rabinovitch et al, 865.

VENTE DE FAILLITE : — Charbonneau, 865.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : — Crépeau vs Beauchêne, 867 ; Lambert vs Robitaille, 867.

BEAUCE : — La Fonderie de Plessisville vs Ferland, 868 ; Poulin, failli, 868.

MONTREAL : — Cushing et al ès-qual vs Salloway, 869 ; Dme Sancer vs Ouellet, 869 ; Duplessis vs Normandin, 868 ; Rév. Messire Dagenais et al vs Corbeil, 870.

EXAMINATIONS : — Lumber culler, 856.

INSOLVENTS : — Derome & O'Brien, 863 ; Dme Griffin, 864 ; Gagnon, 863 ; Harrison et al, 864 ; Houle, 863 ; Jeannotte, 864 ; Lortie, 865 ; Ouellet & Cie, 864 ; St. Jean, 865 ; Tremblay, 864.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY : — Saint Louis, county of Champlain, 856.

MUNICIPALITY, AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY : — Village of Belœil, county of Verchères, 855.

MUNICIPALITY : — Ereccion or annexation :—Leeds South, county of Mégantic, 876 ; Saint Antoine de Pontbriand, county of Mégantic, 876.

SCHOOL MUNICIPALITY : — Application to annex or to erect, &c. :—Chester North, county of Arthabaska, 876 ; Grand River, county of Gaspé, 877 ; Laurierville, county of Mégantic, 855 ; Parish of Saint Jean, county of Saint Jean, 876 ; Saint Edmond, county of Maskinongé, 855 ; Saint Louis de Gonzague de Pintendre, county of Lévis, 877 ; Village of La Jeune Lorette, county of Québec, 877.

SCHOOL MUNICIPALITY : — Annexed or erected :—Saint Léon de Westmount, county of Hochelaga, 854.

APPOINTMENTS : — Auditor :—Saint Benoit Labre, county of Rimouski, No. 2, 851.

School Commissioners : — Notre Dame de Pont-Main, county of Ottawa, 852.

Commissioner for the civil erection of parishes : — Chicoutimi, 851.

Councillors : — Restigouche, county of Bonaventure, 851.

Valuators : — L'Île Bizard, county of Jacques-Cartier, 852.

Justice of the peace : — Montreal, 851.

PROCLAMATIONS : — Township Dalmas, 873 ; Township Pelletier, erected, 852 ; Village of Pontgravé, 874.

RULES OF COURT : — Crépeau vs Beauchesne, 866 ; Royal Paper Mills Coy vs The Pineault Printing Coy, 866.

CROWN LANDS, CANCELLATION : — Townships Amherst, 877 ; Fabre, 877 ; Tremblay, 878.

AUCTION SALE : — The Hart Manufacturing Coy vs Rabinovitch et al, 865.

INSOLVENT SALE : — Charbonneau, 865.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Crépeau vs Beauchêne, 867 ; Lambert vs Robitaille, 867.

BEAUCE : — La Fonderie de Plessisville vs Ferland, 868 ; Poulin, insolvent, 868.

MONTREAL : — Cushing et al ès-qual vs Salloway, 869 ; Dme Sancer vs Ouellet, 869 ; Duplessis vs Normandin, 868 ; Rev. Messire Dagenais et al vs Corbeil, 870.

QUÉBEC :—Chaillez vs Audet, 871 ; Dubeau vs
Dme Bilodeau, 871.

SAINT-FRANÇOIS :—Tobin vs Hamel, 872.

TROIS-RIVIÈRES :— La Banque de Québec vs
Dubé et al, 872.

QUEBEC :—Chaillez vs Audet, 871 ; Dubeau vs
Dme Bilodeau, 871.

SAINT FRANCIS :—Tobin vs Hamel, 872.

THREE RIVERS :— The Quebec Bank vs Dubé
et al, 872.